



Consécration sous régionale à Conakry

P.5

## Boubacar Yacine Diallo prend les rênes de la PRA-UEMOA au terme d'une 12ème AG historique



Edito à vue d'Aigle

### 5 ans après le 5 Septembre !

Le 05 septembre prochain marquera l'AN 5 de l'avènement de Mamadi Doumbouya au pouvoir, dans les circonstances que l'on sait. Depuis cet événement historique, force est de reconnaître que beaucoup d'eau a coulé sous le pont enjambant le marigot sociopolitique guinéen. Une nouvelle constitution a été rédigée par le CNT (Conseil national de la Transition) et adoptée par référendum à une large majorité. La présidentielle, les législatives et les communales se sont tenues sans violences. L'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales a été élu à la magistrature suprême du pays. Les 147 députés élus à...

Infrastructures hospitalières P.3

**Le CHU d'Ignace Deen sera entièrement reconstruit pour réduire les évacuations sanitaires**

Ratoma

P.4

**La mairie et EDG se livrent une bataille autour de 600 millions GNF**

PRA-UEMOA

P.5

**Boubacar Yacine DIALLO élu président (Entretien)**

Adama Barrow à Conakry

P.3

Le sens d'une visite

Dar-es-Salam

P.2

**Mamadi Doumbouya veut transformer le site de la décharge en parc urbain**

Vie de la nation

P.2

**Réorganisation de l'État, diplomatie agissante et rayonnement sous régional : La Guinée à l'heure de l'efficacité**

## Édito à vue d'aigle



### 5 ans après le 5 Septembre !

Le 05 septembre prochain marquera l'AN 5 de l'avènement de Mamadi Doumbouya au pouvoir, dans les circonstances que l'on sait. Depuis cet événement historique, force est de reconnaître que beaucoup d'eau a coulé sous le pont enjambant le marigot sociopolitique guinéen. Une nouvelle constitution a été rédigée par le CNT (Conseil national de la Transition) et adoptée par référendum à une large majorité. La présidentielle, les législatives et les communales se sont tenues sans violences. L'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales a été élu à la magistrature suprême du pays. Les 147 députés élus à la faveur des législatives ont été installés ainsi que les conseils communaux élus en lieu et place des délégations spéciales. Mais s'il y a une lutte qui a été menée ces cinq dernières avec détermi-

nation, c'est bien celle contre la corruption. La CRIEF (Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières) a été ainsi créée pour poursuivre toutes celles et tous ceux qui se sont rendus coupables ou qui se rendront coupables de détournement de deniers publics dans l'exercice de leurs hautes fonctions. Nombreux sont les cadres du régime déchu et du régime actuel qui ont actuellement maille à partir avec la justice pour des faits présumés de détournement de deniers publics, d'enrichissement illicite ou de blanchiment d'argent. Pour donner la preuve à ses compatriotes qu'il va continuer sur cette lancée avec la même détermination, pour faire de la moralisation de la vie publique une réalité tangible sous son règne, le locataire du Palais Mohammed V a limogé récemment deux ministres de son Gouvernement et un de ses conseillers : Mory Condé (ministre de l'Emploi, du Travail et de la Protection sociale) ; Mourana Soumah (ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de l'Innovation) ; Mahamadou Abdoulaye Diallo (conseiller à la Présidence chargé de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat). Des limogeages qui, comme il fallait s'y attendre, ont donné lieu des commentaires et des interprétations de toutes sortes sur les réseaux sociaux. Dans la foulée, le président Mamadi Doumbouya a publié un message pour faire part de sa détermination à lutter contre la corruption sous toutes ses formes. « Contre la corruption, ma main ne tremblera pas. Aucun rang, aucune fonction, aucune proximité ne met quiconque à l'abri de la rigueur républicaine...L'exigence d'exemplarité s'applique à tous, sans exception, à commencer par ceux qui servent à mes côtés », a-t-il indiqué. Selon certaines sources, ces limogeages auraient un lien avec des malversations supposées dans l'exécution d'un marché public dans le secteur des infrastructures routières.

Kéfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018

**Siège :** Quartier Bambeto, Secteur: Taranya, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

**E-mail :** laigleinfosgn@gmail.com

**Tél:** (+224) 621 93 53 88

**Fondateur & Administrateur Général** Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité

**Tél.** +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

**Directeur de Publication:** Amadou Sadjo Diallo

**Rédacteur en Chef:** Sékou Condé

**Secrétaire Général de la Rédaction:** Samuel M'Bemba

**Comité de Rédaction:** Samuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo, Moussa Thiam, Boéboé Béavogui, Ibrahima Bangoura

**Stagiaire:** Mamadou Oury Bah

**Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub:**

Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50

**Chef PAO:** Ibrahima Bangoura

**Imprimeur:** Alseny Camara 628066445

**Imprimerie:** Imprimerie Lanyi

**Distribution:** L'Aigle Infos/Maison du Livre

**Mise en page:** Ibrahima BANGOURA

**Photographe:** Moustapha Camara

**Édité par :** Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Vie de la nation

## Réorganisation de l'État, diplomatie agissante et rayonnement sous régional : La Guinée à l'heure de l'efficacité



**Une semaine charnière : entre la refonte de l'architecture gouvernementale et l'intensification des partenariats diplomatiques.**

La séquence allant du 27 août au 2 septembre 2026 s'impose comme une période de transition hautement stratégique pour la République de Guinée. Alors que le pays continue de faire face aux défis structurels inhérents à sa saison des pluies, l'actualité sociopolitique et économique a été marquée par une profonde dynamique de réorganisation institutionnelle et un repositionnement diplomatique remarquable sur l'échiquier régional.

Sur le plan de la gouvernance interne, l'exécutif a enclenché un virage décisif avec la restructuration du gouvernement autour de grands pôles stratégiques. Cette refonte administrative traduit la volonté manifeste des autorités de casser les cloisons bureaucratiques traditionnelles, d'optimiser l'action publique et d'exiger une redevabilité accrue des membres de l'équipe gouvernementale. Dans un contexte où les citoyens aspirent à des résultats tangibles — notamment en matière d'amélioration du cadre de vie, de gestion des infrastructures urbaines face aux intempéries et de relance économique —, cette rationalisation de l'appareil d'État apparaît comme une réponse nécessaire pour fluidifier la prise de décision et l'efficacité des politiques publiques.

Sur le front diplomatique et sous régional, Conakry a confirmé son statut de carrefour incontournable de la paix et de la coopération. L'arrivée officielle du président gambien Adama Barrow pour une visite de travail de premier plan illustre la vitalité des relations bilatérales et

la volonté conjointe de consolider les axes de développement partagés en Afrique de l'Ouest. Cet événement vient s'ajouter au rayonnement médiatique récent de la Guinée à travers la diplomatie de la régulation, rappelant que le pays sait porter haut sa voix lorsqu'il s'agit de bâtir des ponts de solidarité et de dialogue interétatique.

Cependant, les réformes institutionnelles et les succès diplomatiques ne doivent pas occulter les attentes pressantes des populations. La vie chère, la précarité des infrastructures face aux aléas climatiques et la quête d'un mieux-être quotidien demeurent les véritables boussoles qui jugeront du succès de cette transition. L'éditorial de cette semaine retient une conviction profonde : la refondation de la Guinée ne sera achevée que lorsque la rigueur affichée au sommet de l'État se traduira par un impact direct, mesurable et positif dans le quotidien de chaque citoyen, de la capitale aux hameaux les plus reculés du pays.

Kéfina Diakité

Dar-es-Salam

## Mamadi Doumbouya veut transformer le site de la décharge en parc urbain

**Une semaine après l'éboulement meurtrier survenu à la décharge de Dar-es-Salam, le président de la République, Mamadi Doumbouya, s'est rendu sur le site, samedi 29 août 2026. Cette visite lui a permis de présenter ses condoléances aux familles des victimes et de constater l'état d'avancement des opérations engagées sur place.**



Au-delà de ce moment de recueillement, le chef de l'État a donné des instructions pour accélérer la fermeture définitive de la décharge et la poursuite des opérations de démolition des habitations situées à proximité du site.

Selon le ministre secrétaire général et porte-parole de la Présidence de la République, le général Amara Camara, ces opérations s'inscrivent dans un projet plus large visant à faire disparaître progressivement la décharge et à réaménager l'espace.

« Le lieu où nous sommes aujourd'hui, il est prévu de le faire disparaître grâce à un projet que l'État a mis en place. Ce qui est ici comme ordures va être transformé en parc urbain pour

contribuer à l'assainissement de notre capitale », a-t-il déclaré.

Les autorités indiquent que les populations installées dans l'emprise de la décharge ont, à plusieurs reprises, bénéficié de mesures d'indemnisation afin de faciliter leur relogement et permettre la libération du site.

Le général Amara Camara a également rappelé que des instructions avaient été données pour mettre fin aux occupations anarchiques autour de la décharge. Malgré ces mesures, certaines occupations se sont poursuivies, jusqu'à l'éboulement qui a causé plusieurs pertes en vies humaines.

« C'est assez dramatique ce qui est arrivé. Des instructions ont été

données plusieurs fois, mais malheureusement, les occupations anarchiques ont continué et cela a entraîné ce drame », a-t-il expliqué.

Le gouvernement entend désormais poursuivre les travaux sans interruption, avec pour objectif de fermer la décharge, sécuriser la zone et engager sa reconversion.

À terme, l'ancien site de dépôt des déchets devrait ainsi laisser place à un parc urbain destiné à contribuer à l'assainissement et à l'amélioration du cadre de vie dans la capitale.

Concernant les victimes de l'éboulement, le porte-parole de la Présidence a indiqué que des communications seront faites prochainement sur les dispositions relatives à leurs inhumations. Il a, au nom du président de la République, renouvelé les condoléances aux familles endeuillées et à l'ensemble du peuple de Guinée.

Samuel Demba. D



Infrastructures hospitalières

## Le CHU d'Ignace Deen sera entièrement reconstruit pour réduire les évacuations sanitaires

**Les opérations de démolition de l'ancien CHU Ignace Deen ont débuté samedi 29 août 2026 à Conakry. Construit en 1902, l'établissement doit être entièrement rasé pour permettre la construction d'un nouveau centre hospitalier, doté d'infrastructures et d'un plateau technique adapté aux besoins actuels du système de santé guinéen.**



La démolition a été supervisée par la ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Khaïté SALL, en présence de son collègue de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Lamine Sy Savané.

Selon la ministre de la Santé, cette opération constitue une étape préalable à la reconstruction du CHU. Le futur établissement devrait notamment disposer d'un plateau technique moderne, de capacités d'accueil plus importantes et de services médicaux supplémentaires.

« Cette démolition est une étape indispensable, préalable à la reconstruction envisagée par le président de la République. Ce chantier s'inscrit dans une vision de refondation et de transformation du système hospitalier », a déclaré Khaïté SALL.

L'un des principaux objectifs de cette reconstruction est de renforcer la capacité de prise en charge des patients en Guinée et de réduire le recours aux évacuations sanitaires à l'étranger.

« Dans quelques mois, nous verrons sortir de terre une infrastructure hospitalière moderne, avec un plateau technique adapté, des capacités augmentées et des services qui n'existent pas actuellement en Guinée. Cela permettra de réduire de façon significative les évacuations sanitaires », a expliqué la ministre.

Préserver la mémoire d'Ignace Deen

Même si l'ensemble de l'ancien CHU doit être démoli, les autorités souhaitent conserver certains éléments rappelant l'histoire du site.

« Il est prévu de démolir ce CHU dans son entièreté. Mais nous allons veiller, dans les nouveaux plans, à ce qu'il y ait une certaine ressemblance, afin que les Guinéens puissent se souvenir de ce que ce CHU était à travers ses plans architecturaux », a précisé Khaïté SALL.

Pour la ministre, la disparition de l'ancienne infrastructure ne signifie pas pour autant la disparition de l'histoire d'Ignace Deen, marquée par plusieurs générations de Guinéens.

« L'histoire est là parce qu'elle vit dans les personnes qui ont connu des moments joyeux ou douloureux à Ignace Deen. Leur histoire demeure dans leur mémoire. Nous essayons aujourd'hui de façonner de meilleurs souvenirs pour demain, pour les enfants de demain, parce qu'ils méritent mieux et des infrastructures sanitaires à la hauteur de leurs aspirations », a-t-elle conclu.

Un programme de reconstruction plus large à Kaloum

Pour le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, la démolition d'Ignace Deen s'inscrit dans un programme plus large de transformation de plusieurs sites de Kaloum.

« Nous poursuivons notre programme de démolition des grands sites qui feront l'objet de reconstruction. Cela fait exactement 124 ans qu'Ignace Deen existe. Nous sommes très heureux de voir aujourd'hui sa transformation », a déclaré Mohamed Lamine Sy Savané.

Il précise que toutes les infrastructures situées dans l'enceinte du CHU seront démolies afin de libérer l'espace nécessaire à la réalisation du nouveau projet hospitalier.

« Nous allons démolir toutes les infrastructures dans l'enceinte d'Ignace Deen pour permettre sa reconstruction. Cela permettra à notre pays de disposer d'infrastructures sanitaires capables de prendre en charge différents types de patients et d'éviter à l'État de procéder à certaines évacuations sanitaires », a-t-il expliqué.

Le programme concerne également d'autres sites de Kaloum, notamment la cité Chemin de Fer et l'ancienne Maison centrale de Coronthie. Après les démolitions, les espaces libérés doivent être nettoyés et sécurisés avant leur réaménagement.

« Après la démolition, on va tout nettoyer et sécuriser les sites pour laisser la place aux promoteurs immobiliers de venir les occuper et mettre en pratique le master plan », a indiqué le ministre.

À travers ces opérations, les autorités affichent l'ambition de transformer plusieurs espaces de Kaloum en pôles modernes, notamment à vocation administrative, commerciale et sanitaire.

« Cela va permettre de donner une nouvelle vitrine à notre capitale, Conakry, pour que les Guinéens, mais aussi les ressortissants des pays voisins, puissent venir se traiter en Guinée ou faire des affaires sur les autres sites qui feront l'objet d'espaces administratifs, mais aussi d'espaces commerciaux », a poursuivi Mohamed Lamine Sy Savané.

Les opérations de démolition et de nettoyage doivent se poursuivre dans les prochains jours sur les différents sites concernés par ce programme de transformation urbaine.

Samuel Demba. D



Adama Barrow à Conakry

## Le sens d'une visite

**Le mercredi 02 septembre 2026, le président gambien Adama Barrow, a foulé le sol guinéen pour une visite qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre la Guinée et la Gambie. L'homme fort de Banjul a été accueilli à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré de Conakry par le Premier ministre guinéen, Amadou Oury BAH.**



Selon le site Mosaiqueguinee.com, après les honneurs protocolaires et les salutations d'usage au Pavillon présidentiel, le chef de l'État gambien s'est rendu au Palais Mohammed V pour avoir un entretien avec son homologue guinéen, Mamadi Doumbouya, autour des relations bilatérales et de plusieurs questions d'intérêt commun, selon un communiqué de la présidence de la République de Guinée.

Cette visite intervient dans un contexte marqué par la volonté affichée des deux pays d'approfondir leur coopération, notamment dans les domaines économique et social. Les autorités guinéennes souhaitent également favoriser davantage les échanges entre les populations des deux États.

Selon la DCI, citée par Mosaiqueguinee.com, au-delà de l'agenda officiel, la visite d'Adama Barrow revêt une dimension particulière en raison des liens historiques et humains qui existent entre la Guinée et la Gambie.

Les deux peuples partagent en effet des affinités culturelles et entretiennent depuis plusieurs

années des relations humaines, diplomatiques et économiques.

A en croire les autorités de Conakry, la présence du président gambien traduit la volonté des deux États de maintenir un dialogue régulier et de renforcer leur partenariat autour d'intérêts communs.

Elle constitue également une occasion de réaffirmer l'importance de la coopération entre la Guinée et la Gambie dans la dynamique d'intégration et de coopération régionale en Afrique de l'Ouest.

Les échanges entre Adama Barrow et Mamadi Doumbouya devraient ainsi permettre d'examiner les perspectives de consolidation de cette coopération et de donner un nouvel élan aux relations entre les deux pays, rapporte le site Mosaiqueguinee.com.

Sadjo

*Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu*

Sports

## Les confidences du capitaine du Syli Basket, Abdoulaye Sy

**Dans une interview accordée à Africaguinee.com le dimanche 30 août 2026, le capitaine du Syli National Basket, Abdoulaye Sy, revient sur les deux victoires obtenues lors de cette fenêtre, évoque l'absence d'Alpha Diallo et lance un appel aux autorités ainsi qu'aux populations pour accompagner l'équipe lors de la prochaine étape.**



Abdoulaye Sy a tout d'abord réagi à la victoire de la Guinée face au Cameroun ; ce qui la ramène à une longueur du leader du groupe E. « On est contents, on est fiers. On est vraiment très contents parce que ce n'était pas évident tout au long de cette fenêtre. Malgré le manque de préparation que nous avons eu et tous les problèmes qui

ont suivi, on a quand même réussi à produire de bons résultats. Donc, on est très contents et très fiers de ce qu'on a accompli. », a-t-il confié.

Et d'ajouter : « Je pense qu'on a su rester nous-mêmes. On savait ce qui nous avait manqué contre le Soudan du Sud. C'était surtout le premier quart-temps, où nous avons

péché. Nous avons également manqué d'adresse, notamment en défense. Voilà, on a simplement réajusté certaines choses tout en restant nous-mêmes, c'est-à-dire solidaires et en jouant ensemble.

Et c'est ce qui a fait la différence. » Parlant de l'absence du défenseur Alpha Diallo, le capitaine dira ceci : « C'est vrai qu'Alpha nous a manqué dans cette compétition. C'est clair, parce que c'est aujourd'hui l'un des meilleurs joueurs d'Europe.

Mais l'équipe a quand même su rester solidaire. Nous avons également d'autres joueurs qui sont là et qui mouillent autant le maillot.

Après, si Alpha est là, c'est forcément un plus. C'est une addition importante pour l'équipe. Mais il ne faut pas oublier que les joueurs qui sont là sont aussi de calibre européen et ce sont des professionnels.

Ce sont des joueurs qui sont là depuis le premier jour et qui mouillent le maillot à fond. Maintenant, on attend Alpha pour la prochaine fenêtre, incha Allah. Certes, son absence se fait ressentir, mais cela ne va pas nous empêcher de mouiller le maillot pour honorer notre pays.

Il nous reste trois matchs lors de la fenêtre de février 2027. Et nous souhaitons vraiment que les autorités nous accompagnent. C'est l'appel que je lance depuis notre dernière interview. J'interpelle les autorités pour qu'elles nous accompagnent afin de réaliser de meilleures prestations.

Il faut également un accompagnement moral. Un appel, un message ou un communiqué de presse disant que notre équipe nationale senior est aujourd'hui à la fin de son parcours qualificatif et que les autorités sont de tout cœur avec nous, ce sont des choses qu'on ne voit peut-être pas directement, mais qui comptent énormément.

L'accompagnement moral est déjà un grand pas. Ensuite, il faut nous offrir de meilleures conditions pour

pouvoir nous préparer dignement en Guinée. Sinon, de notre côté, je vous le dis franchement, nous sommes motivés. Malgré tous les hauts et les bas, nous avons quand même réussi à produire des résultats.

Il nous manque juste un petit coup de pouce pour ne pas avoir à baisser la tête devant les autres équipes qui sont ici. Nous aimerions avoir un accompagnement qui nous permette notamment d'effectuer au moins deux semaines de stage avant d'aller aux compétitions.

Nous avons une prochaine fenêtre en février. C'est à l'issue de celle-ci que nous saurons si nous irons ou non à la Coupe du monde. L'accompagnement doit donc être vraiment une priorité pour booster la motivation des joueurs, afin que tout le monde puisse être présent en février. Nous voulons représenter dignement la Guinée et, surtout, décrocher cette première qualification de notre histoire à la Coupe du monde... »

Mamadou Oury

Ratoma

## La mairie et EDG se livrent une bataille autour de 600 millions GNF

Un conflit oppose la commune de Ratoma à Électricité de Guinée (EDG) autour du paiement des factures d'électricité. La coupure du courant dans les locaux de la mairie a donné lieu à une intervention de gendarmes, suivie d'accusations de violences de la part des agents d'EDG. Le maire Kabinè Diawara conteste ces accusations et dénonce, de son côté, une atteinte à son autorité.



La tension est montée d'un cran à Ratoma entre la mairie et Électricité de Guinée. À l'origine du différend, le déploiement de la campagne nationale d'installation de compteurs prépayés et le règlement des factures d'électricité de plusieurs installations relevant de la commune.

Selon la délégation régionale d'EDG de Kipé, plusieurs mois de discussions n'ont pas permis de trouver un accord avec la mairie. L'entreprise publique a finalement décidé de couper l'alimentation électrique des locaux de la commune. Hadja M'Balou Magassouba, déléguée régionale d'EDG de Kipé, affirme que la mairie s'est opposée aux opérations de recouvrement et à l'installation des compteurs.

« La mairie a refusé les compteurs et le maire s'oppose à toutes nos activités de recouvrement au niveau de sa mairie. Les autres mairies ont accepté. Après trois mois de négociations, nous avons procédé à la coupure, ordonnée par la direction générale », explique-t-elle.

La situation aurait ensuite dégénéré lorsque des agents d'EDG se sont rendus dans les locaux de la mairie. La responsable régio-

nale affirme que des gendarmes auraient été mobilisés et que plusieurs travailleurs ont été brutalisés. Elle évoque également le cas d'une employée qui aurait été blessée et hospitalisée, la présentant comme une femme enceinte. Selon elle, des téléphones auraient également été retirés aux agents qui tentaient de filmer la scène.

### Le maire rejette les accusations de violences

Le maire de Ratoma, Kabinè Diawara, réfute catégoriquement les accusations portées contre lui et les agents mobilisés sur place. Il reconnaît toutefois avoir donné instruction à la gendarmerie d'intervenir après la coupure du courant.

L'autorité communale estime que l'intervention d'EDG, sans concertation avec les autorités communales, constitue une atteinte à son autorité.

Selon lui, la facture récente de la mairie ne s'élève pas à 600 millions de francs guinéens. Il affirme qu'elle est de 11 millions de GNF, dont 5 millions auraient déjà été payés.

Le maire précise toutefois que d'anciens arriérés, estimés à environ

350 millions de GNF, existent, mais qu'ils concerneraient plusieurs structures installées dans le ressort de la commune, notamment la Maison des jeunes, la gendarmerie et la police.

« Ils ont parlé d'une facture de 600 millions, chose qui est archifausse. La facture fraîche, c'est 11 millions GNF. On a payé 5 millions. Les arriérés qui étaient là avant notre arrivée, c'était 350 millions, mais ça, ce n'est pas au compte de la commune », soutient Kabinè Diawara.

### Une crise qui dépasse le simple différend sur les factures

Le maire affirme par ailleurs avoir saisi les autorités de tutelle et avoir reçu des instructions pour maintenir provisoirement le système forfataire, le temps qu'un consensus soit trouvé avec le ministère concerné.

Mais après plusieurs jours sans électricité dans les locaux de la mairie, Kabinè Diawara dit avoir considéré la situation comme une remise en cause de son autorité.

Il assume ainsi avoir demandé à la gendarmerie de fermer l'agence concernée, tout en niant avoir ordonné des violences contre les travailleurs d'EDG.

De son côté, la délégation régionale d'EDG maintient ses accusations et affirme disposer d'éléments permettant d'étayer sa version des faits. Cette affaire révèle surtout une crise au sommet entre deux structures relevant de l'appareil d'État, chacune revendiquant ses prérogatives : d'un côté, EDG invoque ses impératifs de recouvrement et ses décisions de direction ; de l'autre, la mairie de Ratoma estime que toute intervention sur ses installations doit se faire en concertation avec l'autorité communale et sa tutelle. **Samuel Demba. D**

Secteur de la pêche

## Les marins-pêcheurs font part de leurs revendications

Le repos biologique a été levé le mardi dernier mais les marins-pêcheurs refusent de reprendre leurs activités sans la satisfaction préalable de leurs revendications. Ils réclament entre autres une nette amélioration de leurs conditions de vie et de travail avant de reprendre le service à bord des bateaux. Ils exigent par exemple l'instauration d'un salaire mensuel de 6 millions de francs guinéens.



Pour faire face à cette situation, une rencontre s'est tenue mercredi 02 septembre 2026 au siège de la Direction générale de la Marine marchande entre les marins-pêcheurs et les responsables de l'institution.

« Nous réclamons une augmentation de salaire, ainsi que des primes et une revalorisation de nos conditions de vie. C'est la raison de notre présence ce soir. Nous sortons d'une négociation. Je peux vous dire que nous sommes au cœur des négociations et que nous ne sommes pas encore tombés d'accord. Mais nous espérons que les jours à venir porteront leurs fruits. C'est la raison pour laquelle nous sortons faire un compte-rendu à nos amis. Mais nous les avertissons : tant qu'on ne reste pas entendus, nous ne sortirons pas, nous n'irons pas dans les navires, jusqu'à ce que nos conditions soient bien remplies et acquises », a martelé Ibrahima Lala Dramé, représentant des marins-pêcheurs qui font comprendre qu'ils constituent l'un des maillons essentiels de la chaîne d'approvisionnement qui permet de nourrir la population au quotidien.

« Nos conditions sont les suivantes

: l'amélioration de nos conditions de vie à bord des navires, l'augmentation des salaires, nos primes journalières, le bon traitement à bord et l'octroi de nos primes de travail. Six millions ou 10 millions ? Cela ne doit pas vous étonner. Actuellement, nous sommes payés à 2 500 000 FG. Nous demandons une revalorisation salariale bien au-delà de cette somme, car nous le méritons au regard du travail difficile que nous fournissons. Le métier de marin-pêcheur est l'un des plus dangereux au monde. Dans la sous-région, un marin du Sénégal ou de Guinée-Bissau est payé à l'équivalent de 400 000 et 500 000 Francs CFA, ce qui représente environ 7 à 8 millions de Francs Guinéens. Alors qu'un marin guinéen, lui, n'est payé qu'à 2 500 000 FG, à raison de 40 000 FG le jour et 40 000 FG la nuit. Pourtant, nous travaillons 24 heures sur 24.

C'est pour cela que nous demandons un minimum de 100 000 FG le jour et 100 000 FG la nuit, soit un salaire mensuel d'environ 6 millions de Francs Guinéens », a-t-il indiqué.

« Les poissons que vous voyez partout en Guinée et dans la sous-région, c'est nous qui nous sacrifions pour aller les chercher en mer. Pourtant, nous sommes oubliés par le gouvernement et par l'État. Personne ne peut nier que nos conditions de vie sont pénibles pendant que nos employeurs ferment les yeux. C'est pourquoi, cette fois-ci, nous sommes unis comme jamais : aucun marin n'embarquera tant que nos revendications ne seront pas satisfaites », dira Lala Dramé.

**Mamadou Oury**

12ème AG de la PRA-UEMOA

## Le discours de clôture de Boubacar Yacine Diallo

La 12e Assemblée Générale de la Plateforme des Régulateurs de l'Audiovisuel de l'UEMOA et de la Guinée (PRA-UEMOA) s'est tenue cette semaine à Conakry. A la clôture des travaux de deux jours, le Guinéen Boubacar Yacine Diallo, président élu de cette instance régionale, a tenu un discours que nous vous proposons ci-après :



« Messieurs les Présidents et chers homologues des instances de régulation de l'espace UEMOA, Mesdames et Messieurs les commissaires et experts,

Chers professionnels des médias, Distingués invités, Au moment où s'achèvent les travaux de notre 12ème Assemblée Générale, c'est avec un profond sentiment de gratitude et une haute conscience des respon-

sabilités qui m'attendent que je prends la parole devant vous. En portant la Guinée et ma modeste personne à la présidence de la Plateforme des Régulateurs de l'Audiovisuel de l'UEMOA et de la Guinée (PRA-UEMOA), vous honorez mon pays et l'ensemble des commissaires de la Haute Autorité de la Communication.

Permettez-moi d'exprimer ma plus haute et profonde grati-

tude à Son Excellence Monsieur le Président de la République de Guinée, Chef de l'État, le Général Mamadi Doumbouya.

Nos chaleureux remerciements vont à sa haute personne pour l'appui déterminant accordé à la HAC pour la réussite de cette assemblée. Nous saluons avec force son engagement personnel et sa vision éclairée en faveur d'une presse libre, indépendante, mais aussi profondément responsable. Cet appui présidentiel confirme la volonté de la Guinée de demeurer un modèle de dialogue et de régulation vertueuse.

Je tiens également à saluer chaleureusement toutes les délégations sœurs de l'espace UEMOA. Votre présence massive à Conakry témoigne de votre attachement à notre idéal commun.

Un hommage particulier doit être rendu à nos frères du Togo, dont le leadership éclairé au cours des deux dernières an-

nées a permis de consolider les acquis de notre plateforme. Enfin, j'adresse mes sincères remerciements aux experts, à la commission d'organisation, ainsi qu'aux journalistes et professionnels des médias pour leur couverture exceptionnelle et leur rôle de relais indispensable auprès de nos populations.

Conformément aux orientations fixées dès l'ouverture de nos asises par le Garde des Sceaux ministre de la Justice et des droits de l'homme, nos travaux ont permis de mettre en place des mécanismes solides pour faire face aux défis de notre époque.

Ces mécanismes nous permettront d'avancer efficacement autour de quatre priorités majeures : l'harmonisation progressive de nos cadres juridiques, la création d'un mécanisme régional de veille et d'alerte, l'adoption d'une position commune dans le dialogue avec les grandes plateformes numériques, ainsi que le renforcement de l'éducation aux médias et des capacités de nos instances de régulation.

Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Rappelons-le avec force : l'objectif n'est pas de construire une régulation contre les citoyens ou les médias, mais une régulation au service de la confiance, de la dignité humaine et de la paix.

En prenant officiellement les rênes de notre plateforme commune, je m'engage à être constamment à votre écoute. Je veillerai à ce que la HAC de Guinée soit le moteur d'une coopération dynamique, solidaire et résolument tournée vers l'avenir.

Avec l'étroite collaboration de mon homologue du Niger élu vice-président ce matin même. Au nom de mes collègues, je lui adresse nos sincères félicitations. C'est sur cette note d'espoir et de reconnaissance que je déclare clos les travaux de la 12ème Assemblée Générale de la PRA-UEMOA et de la Guinée. Vive la coopération régionale ! Vive la PRA-UEMOA ! Je vous remercie », a déclaré Boubacar Yacine Diallo.

**Sadjo**



INTERVIEW

PRA-UEMOA

## Boubacar Yacine DIALLO élu président



**L'Aigleinfos : Vous venez d'être élu président de la PRA-UEMOA à l'issue de la 12<sup>e</sup> Assemblée générale. Comment accueillez-vous cette élection ?**

**Boubacar Yacine DIALLO :** C'est avec fierté que j'accueille cette nouvelle fonction qui vient s'ajouter à celle que j'exerce déjà. Elle concerne la régulation des médias dans neuf pays de l'Afrique francophone. Depuis deux ans, j'étais vice-président, un peu loin des activités de la plateforme. Aujourd'hui, je suis au cœur de cette organisation.

**L'Aigleinfos : Ce mandat de deux ans, à qui le dédiez-vous ?**

**Boubacar Yacine DIALLO :** Je dédie ce mandat à la presse guinéenne, qui a fait du bon travail pendant les différentes élections et contribué à l'apaisement. C'est également une presse composée majoritairement de jeunes. Je veillerai donc à ce que les

journalistes guinéens puissent bénéficier de formations dans les différents domaines de spécialité de la profession au cours de ces deux années.

**L'Aigleinfos : Les plateformes numériques et les Web TV échappent encore largement aux mécanismes traditionnels de régulation. Quelle réponse concrète comptez-vous apporter à cette problématique dans l'espace UEMOA et en Guinée ?**

**Boubacar Yacine DIALLO :** C'était l'un des sujets de réflexion abordés ce matin et nous allons poursuivre les échanges afin de trouver des points de convergence. Chaque pays apportera son expertise et son expérience dans ce domaine, que nous allons ensuite synthétiser.

Cela devrait nous permettre d'identifier des points communs en matière de régulation des réseaux sociaux et de l'audiovisuel en ligne, qui englobe notamment les Web radios et les Web TV.

Je sais que la nouvelle loi sur l'instance de régulation en Guinée prendra en compte cette dimension, d'autant que la Constitution a déjà inscrit la régulation des réseaux sociaux dans les attributions de la commission de régulation.

**L'Aigleinfos : Au-delà de la régulation, quelles perspectives peut-on attendre de la HAC, mais aussi de votre mandat à la tête de la PRA-UEMOA ?**

**Boubacar Yacine DIALLO :** Je pense que dans une semaine, je serai en mesure de présenter à la presse les actions que je compte engager à la tête de la PRA-UEMOA.

**L'Aigleinfos : Comment appréciez-vous le bilan du président sortant ?**

**Boubacar Yacine DIALLO :** Le bilan que j'hérite est parfait, aussi bien sur le plan financier que sur celui des activités réalisées. C'est un bilan élogieux.

**L'Aigleinfos : Pourquoi la régulation des réseaux sociaux figure-t-elle parmi vos priorités ?**

**Boubacar Yacine DIALLO :** Vous savez, les réseaux sociaux constituent aujourd'hui une réalité incontournable. Leur régulation est une préoccupation à l'échelle mondiale. Nous allons nous inspirer des meilleures pratiques et les adapter aux réalités de notre pays.

**L'Aigleinfos : Vous accordez une place importante à la jeunesse. Alors que celle-ci est souvent présentée comme étant au cœur de nombreux problèmes, pourquoi misez-vous autant sur elle ?**

**Boubacar Yacine DIALLO :** La jeunesse a sa fraîcheur, qui doit être associée à l'expérience des aînés. Si vous en faites la somme, vous ferez du bon travail.

**L'Aigleinfos : Merci, Monsieur le Président de la HAC et de la PRA-UEMOA.**

**Boubacar Yacine DIALLO :** C'est moi qui vous remercie.

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Congrès électif de la Féguifoot

## Le regard critique de Baïdy Aribot, ancien ministre des Sports

*Dans un entretien accordé lundi 31 août à Africaguinee.com, l'ancien ministre des Sports, Baïdy Aribot, livre un diagnostic particulièrement critique de la situation du football guinéen, en dénonce les crises récurrentes. Il assume par ailleurs son soutien à la candidature d'Ibrahima Kalil Kaba, dont il estime être « le profil idéal » pour diriger la Fédération.*



des équipes locales dans les compétitions, ne porte pas aujourd'hui la crédibilité qu'il devrait avoir. Face à cette situation, je pense que l'échéance qui arrive, avec l'avènement d'une nouvelle équipe et d'un nouveau président, doit véritablement être l'occasion d'appeler à une rupture. Une rupture, non pas contre les personnes, parce que ce sont des élections qui sont tellement structurées par des critères assez difficiles. Ce ne sont pas des élections ouvertes : elles sont codifiées par des statuts, ce qui fait que nous retrouvons souvent presque les mêmes personnes qui perdurent au sein de cette Fédération et qui, franchement, n'ont plus leur place.

Pour mettre fin à cette crise perpétuelle, nous, les observateurs, appelons donc à une rupture, non seulement dans la gestion, mais aussi dans la gouvernance en général. C'est là le vrai problème. Parce que si vous regardez le football guinéen, ce n'est pas un problème de talents.

Nous avons vraiment des jeunes qui jouent, que ce soit à l'étranger ou à Conakry. Vous vous rendez compte que près de 60 % des jeunes en Guinée aiment le football ou le pratiquent à un niveau inférieur. Ils veulent voir leurs équipes avancer, ils veulent voir des infrastructures et ils veulent aussi que l'on parle de la Guinée au même titre que des autres pays qui s'illustrent actuellement sur le continent africain. C'est pourquoi, encore une fois, il faut mettre fin à cette crise perpétuelle et prôner la rupture.

Aujourd'hui, je pense que ce sont les critères de compétence, de management et de vision qui doivent guider leur choix. Honnêtement, il faut que nous arrivions à privilégier ces critères, qui sont vraiment utiles au fonctionnement de toute institution. J

Je le dis et je le répète : on ne peut pas réinventer la roue. De la même manière que cela fonctionne dans

les autres pays, je pense que cela doit être la même chose pour la Guinée. Le football est devenu un facteur d'influence énorme, aussi bien sur le plan local qu'international.

Donc, ceux qui sont amenés à gérer ces instances doivent avoir une vision et être des personnes compétentes, c'est-à-dire des gens qui savent de quoi il s'agit, mais qui disposent également d'une capacité managériale leur permettant de mener à bien les objectifs assignés ou, peut-être, le programme du président élu par les membres statutaires. C'est très simple.

Parlant du profil idéal du futur président de la Fédération guinéenne de football, il dira ceci : « Aujourd'hui, nous sommes dans un contexte où ce n'est pas forcément quelqu'un qui pratique le football qui doit être président. Nous sommes dans un monde de réseaux et de management. Et quand je parle de management, je veux dire que les entreprises ou les institutions qui sont les mieux managées sont généralement celles qui obtiennent les meilleurs résultats. Nous sommes également dans un monde qui se digitalise davantage. Vous ne pouvez donc pas avoir des dirigeants qui n'ont pas les compétences nécessaires pour amener une équipe vers la performance, sans qu'ils aient les qualités d'un bon manager, une connaissance réelle des enjeux pour lesquels ils sont élus et, surtout, un bon réseau. Il faut une personne capable d'influencer certaines situations en faveur de son pays, comme on le voit aujourd'hui dans le monde du football, ou qui puisse apporter le crédit et les avantages nécessaires au développement du sport, notamment du football. Donc, pour moi, c'est cela le profil d'un bon dirigeant d'une fédération de football. »

Sadjo

Consécration sous régionale à Conakry

## Boubacar Yacine Diallo prend les rênes de la PRA-UEMOA au terme d'une 12<sup>ème</sup> AG historique



Une diplomatie des médias couronnée de succès. Les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre 2026, la capitale guinéenne a abrité les assises de la 12<sup>ème</sup> Assemblée Générale de la Plateforme des Régulateurs de l'Audiovisuel des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée (PRA-UEMOA). Au terme de deux jours de travaux intenses, riches en réflexions stratégiques et en partage d'expériences, l'événement s'est achevé en apothéose par la passation de pouvoir et l'élection de Boubacar Yacine Diallo, président de la Haute Autorité de la Communication (HAC) de Guinée, à la tête de cette prestigieuse institution sous régionale pour un mandat de deux ans.

**Compétence, loyauté et rigueur, le profil d'un homme d'État d'exception**  
Porter Boubacar Yacine Diallo à la tête de la PRA-UEMOA relève de l'évidence pour les observateurs avertis de la scène médiatique ouest-africaine. L'homme incarne la compétence alliée à une loyauté indéfectible envers les principes républicains. Depuis son retour aux affaires à la tête de la HAC, Yassine Diallo n'a pas « tourné en rond » : il s'est imposé d'emblée comme un inlassable motivateur de bon sens et un modérateur de paix hors pair. Malgré une rigueur implacable envers lui-même et dans l'application stricte des textes réglementaires, il cultive une humilité remarquable et désarmante avec ses administrés, les professionnels des médias et ses collaborateurs. Sa vigilance extraordinaire dans la régulation des

médias publics et privés a permis d'assainir durablement le paysage audiovisuel guinéen. C'est sous sa houlette inspirée que la presse, qu'elle soit d'État ou indépendante, a été recadrée vers les nobles sentiers de l'éthique, de la déontologie et de la cohésion nationale, jouant un rôle éminemment salué dans la pacification du climat sociopolitique. Travailleur discret et dévoué, il agit sans jamais attendre en retour les honneurs ou les récompenses que d'autres s'empressent de solliciter.

**De Moribayah à Forécariah, entre détente et communion**

En marge des plénières studieuses, les délégations hôtes et les membres de la PRA-UEMOA ont eu le privilège d'effectuer une excursion mémorable. De Moribayah jusqu'aux panoramas pittoresques de Forécariah, cette escapade a permis aux régulateurs de la sous-région d'apprécier les ouvrages titanesques des autorités de l'air du temps, la légendaire hospitalité guinéenne, les richesses culturelles et les beautés naturelles du pays hôte, renforçant ainsi les liens de fraternité africaine au-delà des cadres stricts des bureaux.

**L'apothéose au Palm Camayenne, entre reconnaissance et satisfecit**

Le point d'orgue de cette 12<sup>ème</sup> Assemblée Générale s'est déroulé lors du prestigieux dîner de gala organisé au somptueux Hôtel Palm Camayenne de Conakry. Dans une atmosphère empreinte d'émotion et de solennité, un vibrant hommage a été rendu à l'action clairvoyante de Boubacar Yacine Diallo. La soirée a été marquée par la remise officielle d'un satisfecit récompensant l'engagement exceptionnel de Me René BOURGOIN ancien président HACA Cote d'Ivoire. En consacrant la Guinée à la tête de la PRA-UEMOA, ce sommet du Palm Camayenne restera gravé comme le symbole d'une régulation moderne, souveraine, solidaire et résolument tournée vers l'avenir.

**Mamadou Aliou Diakité, Président AGEPI**

Régulation audiovisuelle

## La Guinée prend les rênes de la PRA-UEMOA

Lors de sa 12ème Assemblée Générale, avec pour thème *“Médias et souveraineté numérique : les régulateurs de l'espace sous-régional unis face aux défis des réseaux sociaux”*, la Guinée a pris les rênes de la PRA-UEMOA.



La capitale guinéenne abrite un grand rendez-vous diplomatique et médiatique de premier plan. La 12ème Assemblée Générale de la Plateforme des Régulateurs de l'Audiovisuel des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée (PRA-UEMOA) a ouvert officiellement ses travaux, le lundi 31 Août 2026.

Cet événement marque un tournant institutionnel majeur : l'acheminement de la présidence de l'organisation, cédée par le Togo après deux années d'exercice, au profit de la République de Guinée représentée par la Haute Autorité de la Communication (HAC). Placée sous le signe des défis

contemporains de l'information, cette 12ème édition met en lumière la problématique brûlante de la régulation à l'ère du numérique et des réseaux sociaux. Lors des allocutions inaugurales, les différents intervenants, dont le président de la HAC de Guinée, Boubacar Yacine Diallo, ont insisté sur la nécessité impérieuse d'adapter les mécanismes de contrôle face à la vitesse fulgurante de propagation des infos (fausses nouvelles) et aux menaces qui pèsent sur la cohésion sociale et la cyber-sécurité des États membres.

*« Jamais l'information n'a circulé aussi vite, mais jamais également la*

*rapidité de sa diffusion et les possibilités de sa manipulation n'ont autant mis à l'épreuve la confiance publique »*, a-t-on souligné dans les travées de l'assemblée, élevant la cyber-sécurité au rang d'enjeu souverain.

Durant ces assises, la nouvelle feuille de route portée par la Guinée s'articulera autour de chantiers décisifs :

- L'harmonisation juridique des cadres réglementaires régissant l'audiovisuel et les plateformes numériques.

- La mise en place d'une veille régionale et d'un mécanisme d'alerte précoce pour contrer efficacement la désinformation transfrontalière.
- Le renforcement des capacités techniques des instances de régulation face aux mutations technologiques fulgurantes.

En prenant les commandes de la PRA-UEMOA, la Guinée confirme ainsi son ancrage diplomatique et son engagement résolu en faveur d'un journalisme professionnel, responsable et sécurisé dans l'ensemble de la sous-région ouest-africaine.

**Mamadou Aliou Diakité (Président AGEPI)**

Cisjordanie occupée

## Des dizaines de colons israéliens attaquent le village palestinien de Qusra



Des dizaines de colons israéliens ont attaqué samedi 29 août le village palestinien de Qusra, dans le nord de la Cisjordanie occupée, ont indiqué l'armée israélienne et un habitant, après près de trois semaines de tensions dans ce secteur. Début août, un groupe de colons a commencé à bloquer l'accès à cette localité située près de Naplouse et à assiéger des habitants, suscitant des condamnations nationales et internationales. Les forces israéliennes, qui avaient été envoyées sur place, continuent d'opérer dans la zone.

Ce samedi, la violence a franchi un nouveau cap : des dizaines de colons masqués arrivés en pick-up ont encerclé une maison en chantier, blessant plusieurs habitants à coups de pierres et agressant une équipe de journalistes étrangers. Arrivées sur place, les forces de l'ordre ont évacué les assaillants et saisi trois véhicules suspects, mais sans procéder à la moindre interpellation immédiate, rapporte notre correspondant à Jérusalem, **Michel Paul**.

*« Ils nous empêchent de nous déplacer librement » : témoignage d'un habitant assiégé par des*

**colons en Cisjordanie occupée Affrontements violents**

*Des images filmées ce samedi par l'AFP dans le village montrent des dizaines de membres des forces israéliennes déployés. L'armée, qui occupe la Cisjordanie depuis 1967, a indiqué que ses soldats et la police aux frontières avaient été dépêchés « à la suite d'informations selon lesquelles des émeutiers israéliens étaient arrivés dans la zone et que des affrontements violents avaient eu lieu, notamment des jets de pierres contre des Palestiniens et d'autres civils. »*

**En Cisjordanie occupée, le rôle ambigu de l'armée dans le siège de Qusra**

*« À leur arrivée, les forces de sécurité ont identifié des dizaines d'émeutiers qui s'étaient retranchés dans une maison palestinienne alors que des habitants palestiniens s'y trouvaient », a-t-elle ajouté dans un communiqué. Elle a mentionné des « informations faisant état de Palestiniens blessés », sans plus de précision. Selon cette source, les forces ont œuvré à faire sortir les colons de la maison et ont saisi des véhicules, « soupçonnés d'avoir été utilisés pour*

*atteindre la zone » et qui seront utilisés comme éléments de preuve dans l'enquête ouverte par la police.*

**Plus de 1 100 Palestiniens tués en Cisjordanie occupée depuis le 7-October**

*Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a adressé samedi une rare critique aux colons israéliens de Cisjordanie occupée, dénonçant des « actes de violence criminels » perpétrés. « Je condamne fermement les actes de violence criminels commis dans les villages de Qusra et Jalud par une poignée d'émeutiers qui enfreignent la loi, causent un grand tort à la communauté juive respectueuse des lois, entravent l'action de Tsahal (armée) dans l'accomplissement de ses missions et nuisent à la position d'Israël dans le monde », a déclaré M. Netanyahu dans un communiqué.*

Les violences commises par des colons se sont intensifiées depuis l'attaque sans précédent du Hamas le 7 octobre 2023, avec des attaques et des actes de harcèlement ou d'intimidation, qui mènent rarement à des poursuites judiciaires. Plus de 500 000 Israéliens vivent dans des colonies en Cisjordanie, illégales au regard du droit international, aux côtés d'environ trois millions de Palestiniens.

Selon un décompte de l'AFP fondé sur les données du ministère palestinien de la Santé, les soldats ou colons ont tué au moins 1 103 Palestiniens en Cisjordanie occupée – combattants et civils – depuis le 7-October. Selon les chiffres israéliens, sur la même période, au moins 48 Israéliens – civils et membres des forces de sécurité – ont été tués dans des attaques palestiniennes ou lors d'opérations militaires israéliennes.

RFI

Tribune

Tribune

## SORTONS DE LA LECTURE VICTIMAIRE DE L'HISTOIRE.

J'ai reçu le résumé du livre de Walter Rodney (1942-1980), historien universitaire, militant politique et intellectuel panafricaniste guyanais, sous le titre : **How Europe underdeveloped Africa ?** Cela pourrait se traduire : **Comment l'Europe sous-développa l'Afrique ?** La phrase qui résume le mieux le livre est : **L'Afrique n'est pas sous-développée parce qu'elle n'a pas su se développer : elle a été historiquement intégrée dans un système mondial qui a favorisé le développement des centres capitalistes tout en limitant son propre développement.**

Je pense qu'il faut sortir d'une lecture victimaire de l'histoire. Oui, l'Afrique a été exploitée, comme d'autres régions du monde l'ont été à différents moments de l'histoire. Mais les relations internationales n'ont jamais été un concours de compassion. Les États défendent d'abord leurs intérêts, et ils utilisent les rapports de force dont ils disposent. Attendre d'une puissance étrangère qu'elle ait spontanément choisi de « développer l'Afrique » plutôt que d'exploiter ses ressources, c'est finalement attendre de la géopolitique qu'elle fonctionne selon une logique morale. Elle ne fonctionne pas ainsi.

Le véritable problème est donc moins de savoir pourquoi l'Europe n'a pas suffisamment développé l'Afrique que de comprendre pourquoi, depuis les indépendances, les États africains n'ont pas toujours réussi à construire un rapport de force leur permettant de négocier leurs intérêts dans de meilleures conditions. Reconnaître les injustices historiques est légitime. Mais transformer ces injustices en explication permanente de notre situation ac-

tuelle peut devenir une manière de nous déresponsabiliser. L'histoire doit être comprise, pas utilisée comme une excuse permanente. Pourquoi suis-je faible, comment puis-je renforcer mes institutions, mon économie, mon industrie, mon armée, mon capital humain et ma capacité de négociation ?

Après les indépendances, plusieurs générations avaient précisément pour tâche de transformer les sociétés africaines : construire des États efficaces, développer l'éducation, industrialiser, créer des infrastructures, renforcer les marchés régionaux, développer le capital national, améliorer la gouvernance et construire une véritable autonomie stratégique. Tout n'a évidemment pas échoué. Mais les résultats restent insuffisants dans de nombreux domaines.

L'Afrique n'a pas besoin qu'on ait pitié d'elle. Elle a besoin de construire suffisamment de puissance pour que les autres soient obligés de prendre ses intérêts en considération.

**Dans le système international, le respect est rarement donné : il se construit par la capacité à défendre ses intérêts. Autrement dit : l'Afrique doit cesser de penser uniquement en termes de ce que les autres lui ont fait et commencer à penser en termes de ce qu'elle est capable de devenir. C'est là que le débat devrait se déplacer. C'est aussi ce que Le Mali a compris et entamé courageusement avec l'arrivée des nouvelles Autorités en 2020. Il s'agit de choisir le camp du refus, à savoir : refuser que d'autres continuent de construire notre avenir à notre place.**

**Marc Otozié GOITA**

Lutte contre le trafic de cocaïne en Guinée

## Ce qu'en pense l'activiste Kaly Diallo

*Le lundi 31 août 2026, la police guinéenne a, à travers un communiqué, annoncé l'interpellation de deux individus soupçonnés de trafic de cocaïne, ainsi que la saisie de 725 grammes à Kipé.*



Une interpellation qui, comme il fallait s'y attendre, a fait réagir. C'est le cas par exemple de l'activiste Kaly Diallo, qui estime que pour lutter contre le narcotrafic, il faut renforcer la lutte pour ce phénomène.

*« Tout d'abord, il faut rappeler que cela constitue des fléaux qui affectent dangereusement la vie sociale. Ce sont des fléaux, qui ont aussi des conséquences néfastes sur le plan du développement, sur le plan sécuritaire et plus particulièrement les enfants. Nous constatons ces derniers temps une recrudescence de saisie des produits prohibés par nos services habilités, cela veut dire que ça devient en tout cas une zone de transit que les narcotrafiquants utilisent. La solution, il faut renforcer cette chienne*

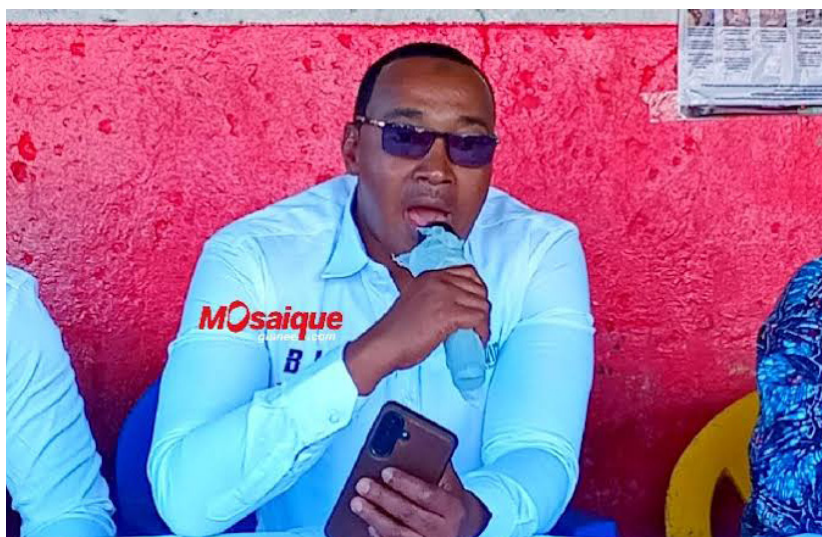
*de garde pour bouter hors d'état de nuire tout ce qui est produit narcotrafic. Il y a plusieurs volets, il y a d'abord l'aspect prévention et l'aspect répression. Il faut renforcer les services compétents en la matière en termes de moyens matériels et financiers et surtout les moyens humains. Autant les services restent vigilants, autant la lutte contre le narcotrafic sera renforcée. Il faut renforcer la formation des services habilités à les traquer, il faut initier le renforcement des capacités et surtout le volet surveillance pour lutter efficacement contre ce trafic dangereux », a-t-il fait savoir.*

**Sadjo**

Transparence dans les industries extractives

## L'activiste Ibrahima Aminata Diallo réagit au rapport ITIE 2026

Ibrahima Aminata Diallo est le président de la Coalition Nationale des Associations pour la Paix et le Développement. Il a réagi au Rapport ITIE 2026 dans lequel la Guinée a obtenu un score global de 73,5 points sur 100 dans le cadre de sa quatrième validation sous la nouvelle norme de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).



« Bien que ce score reste honorable et salue des avancées indéniables, une baisse par rapport aux évaluations précédentes a été enregistrée », a relevé Ibrahima Aminata Diallo. Pour lui, cette baisse ne doit toutefois pas être interprétée uniquement comme un échec. Elle constitue plutôt, à l', une occasion pour la Guinée de corriger certaines insuffisances et de consolider les acquis en matière de gouvernance minière.

« Les exigences internationales se durcissent et la transparence minière ne se limite plus à publier des chiffres de production ou des contrats », a indiqué Ibrahima Aminata Diallo, tout en rappelant que la nouvelle approche impose désormais un dialogue inclusif, permanent et réellement impactant, notamment pour les populations vivant dans les zones d'exploitation minière. Il soutient que la Guinée

doit prendre au sérieux les recommandations du rapport afin d'éviter, à l'avenir, une nouvelle dégradation de son classement, susceptible de porter atteinte à l'attractivité économique du pays.

Et de proposer des mesures prioritaires, notamment la publication de données plus transparentes, détaillées et accessibles sur les dépenses sociales des entreprises minières. Il a par ailleurs insisté sur la nécessité de renforcer la transparence autour des bénéficiaires effectifs, grâce à des mécanismes permettant d'identifier clairement les véritables propriétaires des sociétés opérant dans le secteur extractif. Il préconise aussi l'amélioration du suivi des impacts environnementaux et sociaux des activités minières sur les communautés riveraines. « Ces communautés subissent l'impact de l'exploitation minière dans les zones minières de la Guinée », dira-t-il.

Sadjo

Tchad

## Au procès d'Abdoulaye Miskine, l'avocat de la défense estime que le « dossier est vide »



Au Tchad, le procès d'Abdoulaye Miskine s'est poursuivi mardi 1er septembre au palais judiciaire de Ndjamena. Aux côtés de trois coaccusés, cet ex-rebelle créateur du Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) arrêté en 2019 est poursuivi pour création d'un mouvement insurrectionnel, viol, assassinat et torture.

La chambre criminelle a continué l'audition des parties civiles commencée en début de semaine, ainsi que celle d'Abdoulaye Miskine et de ses codétenus. Une fois les instructions terminées, à la mi-journée, le procureur de la République, se disant souffrant, a demandé le report de l'audience. Le procès reprendra donc le vendredi 4 septembre.

Maître Mogna Kebmeterd, avocat de la défense, y voit là une fuite. Pour lui c'est le signe que le ministère public n'est pas prêt pour ses réquisitions. « Lorsque l'accusation n'a pas les arguments solides pour soutenir cette accusation, le ministère pu-

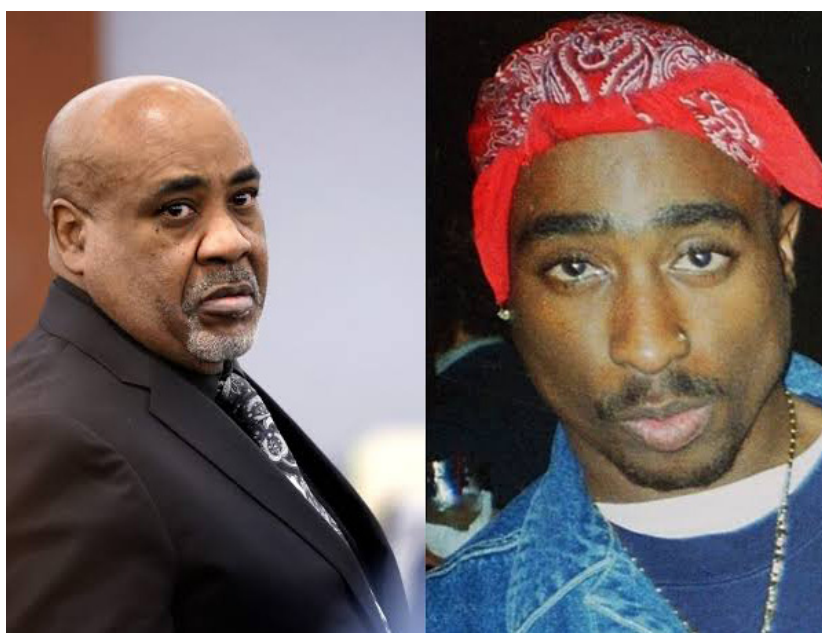
blic ne peut que renvoyer le dossier pour creuser et chercher d'autres arguments, estime le conseil, figurez-vous que, parmi les parties civiles qui ont défilé à la barre, personne n'a pu présenter sa carte d'identité et il n'y a pas de nouvelle pièce versée au dossier, il s'agit donc de simples déclarations des parties civiles contre la contestation des accusées. » Selon lui, l'incohérence des témoignages des parties civiles prouve que le dossier est en réalité vide.

Des arguments balayés d'un revers de la main par maître Ahmad Abde-rahman, avocat des parties civiles, qui réfute toute incohérence dans les récits de ses clients et rappelle qu'il « faut que la justice soit rendue ». « Les victimes ont attendu leur indemnisation pendant plusieurs années, ajoute ce dernier, ce qui compte aujourd'hui, c'est que la justice se prononce et que les souffrances des victimes soient réparées. »

L'audience de vendredi prochain doit débiter par les réquisitions du ministère public. Abdoulaye Miskine, chef et fondateur du groupe armé Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC), et ses codétenus, ont été interpellés en 2019. Depuis, ils sont incarcérés au Tchad en attente d'un jugement. Ils sont poursuivis pour création d'un mouvement insurrectionnel, viol, assassinat, torture ou encore séquestration. RFI

États-Unis

## Un ancien membre de gang reconnu coupable du meurtre du rappeur Tupac Shakur



Aux États-Unis, Duane Davis, dit « Keefe D », ancien membre des South Side Compton Crips, un gang de Los Angeles, a été reconnu coupable lundi 31 août du meurtre du rappeur américain Tupac Shakur en 1996. Trente ans après les faits, le jury d'un tribunal de Las Vegas a rendu son verdict après seulement quelques heures de délibérations, dans l'un des « cold cases » les plus célèbres de l'histoire du pays.

Le jury a reconnu Duane Davis coupable de « meurtre au premier degré avec usage d'une arme mortelle », malgré l'insistance de la défense sur l'absence de preuves matérielles. Le prononcé de la peine aura lieu le 13 octobre prochain. L'ancien membre de gang, âgé de 63 ans, encourt

la perpétuité incompressible.

Après l'annonce du verdict, Duane Davis s'est adressé à la juge Carli Kierny pour lui faire part de son intention de faire appel de la décision. Trente ans après la mort de la légende du rap, cette ex-figure des South Side Compton Crips était jugée pour avoir commandité le meurtre et fourni l'arme du crime.

Lors des plaidoiries finales, qui ont duré près de cinq heures, le procureur Binu Palal, représentant l'État du Nevada, a martelé la thèse de l'accusation : celle de représailles après le passage à tabac d'Orlando Anderson, neveu de Duane Davis, auquel Tupac Shakur avait participé quelques heures avant d'être abattu.

Le procureur a décrit à plusieurs reprises l'accusé comme un « caïd », un « shot caller » dont les ordres étaient obéis par les membres des Crips. « Duane Davis, dans la culture des gangs, ne pouvait laisser passer cela », a affirmé Binu Palal, en référence à l'humiliation publique de son neveu. « Il s'est procuré le pistolet, il a organisé le groupe, il a donné la chasse à M. Shakur », a-t-il énuméré, insistant sur le caractère prémédité, selon lui, des actes de l'accusé. Le contentieux opposait alors deux labels de musique, Death Row Records et Bad Boy Records, fondé par Sean « P. Diddy » Combs, chacun recourant à un gang rival pour assurer la protection de ses artistes, avec en toile de fond la guerre entre les « Crips » et les « Bloods » à Los Angeles, qui a culminé dans les années 1990.

**Des déclarations compromettantes**

Dès 2008, Duane Davis avait reconnu devant les enquêteurs qu'il se trouvait dans la Cadillac blanche d'où les coups de feu avaient été tirés. Mais ses confidences intervenant dans le cadre d'un accord prévoyant une immunité partielle, elles ne pou-

vaient être retenues contre lui.

L'ex-membre de gang s'est ensuite épanché dans les médias, avant de publier en 2019 des mémoires compromettants. Il y raconte notamment qu'il se trouvait sur le siège passager de la voiture et avait fait passer le pistolet aux occupants de la banquette arrière, sans révéler l'identité du tireur.

Arrêté en septembre 2023 à la suite de cette parution, Duane Davis assurait désormais que son livre avait été romancé par son coauteur et qu'il se trouvait à Los Angeles le soir du meurtre. « Pendant près de dix-huit ans, Duane Davis a dit à la police, à la télévision, dans des livres et à des intervieweurs sur YouTube, à qui voulait l'entendre, qu'il était responsable du meurtre de Tupac Shakur.

Dites-lui que vous l'avez entendu en le déclarant coupable », avait lancé le procureur aux jurés. Ni l'arme du crime ni la voiture retrouvées

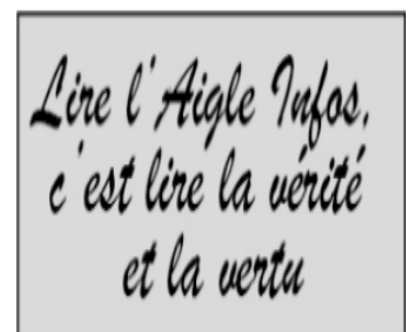
La défense a, au contraire, insisté sur l'absence de preuves matérielles. L'avocat Michael Sanft a balayé les déclarations de son client comme « simplement des mots », affirmant que Duane Davis cherchait à promouvoir les ventes de ses mémoires par appât du gain. « Vous lisez un livre qui est de la fiction et non des faits, mais l'accusation veut

vous faire croire qu'il s'agirait en quelque sorte d'aveux qu'il était là au moment des tirs », a-t-il plaidé.

**Ni la Cadillac ni l'arme du crime n'ont jamais été retrouvées.**

« Avec tous les instruments à la disposition de la police, ils n'ont rien dans ce dossier qui montre que cet homme était à Las Vegas le 7 septembre 1996 », a poursuivi Michael Sanft. Cette nuit-là, des tirs provenant d'une Cadillac blanche avaient blessé Tupac Shakur à Las Vegas, alors qu'il venait d'assister à un combat de boxe de Mike Tyson. Le rappeur avait succombé à ses blessures six jours plus tard, le 13 septembre 1996, à l'âge de 25 ans.

RFI



RDC

## Une rentrée scolaire à l'épreuve d'Ebola, de la grève et de la guerre

Des millions d'élèves congolais sont appelés à reprendre le chemin de l'école ce mardi 1er septembre. Le gouvernement maintient la rentrée sur l'ensemble du territoire, mais les conditions seront très différentes selon les régions. Six provinces sont touchées par Ebola, le Syndicat des enseignants du Congo (Syeco) appelle les enseignants à ne pas reprendre les cours et, dans les territoires contrôlés par l'AFC/M23, les autorités du mouvement préparent elles aussi la rentrée alors que Kinshasa continue de rémunérer les enseignants du primaire et du secondaire.

Une seule date, mais plusieurs configurations. La rentrée scolaire 2026-2027 doit officiellement avoir lieu mardi 1er septembre sur l'ensemble de la **RDC**. Dans son message publié lundi 31 août, la ministre d'État chargée de l'**Éducation** nationale et de la Nouvelle Citoyenneté, Raïssa Malu, maintient cette orientation tout en reconnaissant un « *contexte exigeant* ». « *Partout où les conditions le permettent, l'école doit reprendre* », affirme-t-elle, avec une pensée particulière pour les élèves et enseignants confrontés à l'insécurité et aux conflits.

Dans la majeure partie du territoire, le principe reste celui d'une rentrée en présentiel. Le gouvernement réaffirme également la gratuité de l'enseignement primaire public et demande aux responsables scolaires de respecter les dispositions en vigueur sur les frais scolaires. Cette rentrée sera aussi marquée par le lancement de 78 cantines scolaires pilotes, soit trois par province, ainsi que de « *Clubs de veille citoyenne* », selon le ministère. Mais la reprise se déroule surtout sous trois contraintes : l'épidémie d'Ebola, un conflit social avec une partie des enseignants et la situation particulière des territoires contrôlés par l'AFC/M23.

### Face à Ebola, trois niveaux de rentrée

Le défi sanitaire concerne directement six provinces : l'Ituri, le Nord-Kivu, le Haut-Uélé, la Tshopo, le Sud-Kivu et le Bas-Uélé. Selon le rapport de situation arrêté au 29 août, 60 zones de santé sur 151 dans ces six provinces ont été touchées depuis le début de l'épidémie. L'Ituri en reste très largement l'épicentre : elle concentre 82,3 % des cas confirmés cumulés, avec 28 zones de santé affectées sur 36.

Le ministère de l'Éducation a donc prévu un système évolutif plutôt qu'une règle unique pour toutes les écoles concernées. Le principe retenu est précis : les autorités sanitaires déterminent le niveau de risque ; le ministère de l'Éducation décide ensuite de la modalité d'enseignement correspondante et de l'allocation des ressources. Trois catégories ont été définies.

Dans les zones vertes, le présentiel est normal, avec des mesures de prévention de base : hygiène, circuit d'alerte, surveillance des absences et disponibilité de supports d'enseignement à distance. Dans les zones orange, les élèves continuent à fréquenter l'école, mais avec des mesures sanitaires renforcées, une veille quotidienne et une liaison entre établissements et services de santé.

Le dispositif doit pouvoir être renforcé dans un délai de 48 heures en cas d'évolution de la situation. Dans les zones rouges, à haut risque, le

ministère prévoit un recours temporaire à un enseignement à distance léger. Il ne s'agit pas nécessairement d'enseignement en ligne : les élèves pourront recevoir des feuilles de travail et suivre, lorsque ces moyens existent, des programmes par radio ou télévision. Le ministère prévoit également une distribution échelonnée des supports, un suivi des élèves et un soutien psychosocial. Aucun regroupement automatique n'est prévu.

Le 20 août, Raïssa Malu avait indiqué que, sur 138 sous-divisions éducationnelles dans les provinces administratives concernées, 40 étaient touchées par l'épidémie et 18 classées à haut risque.

### Les zones les plus exposées prioritaires pour les moyens

La différenciation concerne également les ressources. Les zones rouges sont placées en priorité 1, avec des moyens destinés à la continuité pédagogique, à un paquet sanitaire minimum et aux mécanismes d'alerte et de protection. Les zones orange constituent la priorité 2 : positionnement des ressources, préparation logistique, communication et réponse aux besoins en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Les zones vertes exposées arrivent en troisième priorité, avec des dispositifs de veille, d'information et des stocks de repli. Le niveau de risque, l'exposition des écoles, la vulnérabilité des enfants, l'accessibilité et les contraintes logistiques font partie des critères annoncés pour répartir ces moyens.

Le premier test sera désormais celui de l'application sur le terrain. Le rapport sanitaire du 29 août fait état de préparatifs ponctuels en lien avec la rentrée : 78 enfants ont notamment été sensibilisés à Nia-Nia, en Ituri. Mais ce même document relève plusieurs difficultés dans la riposte sanitaire, notamment dans le suivi des contacts et la mise en œuvre de certaines mesures de prévention.

### En Ituri, les enseignants divisés

C'est précisément en Ituri que la crise sanitaire rencontre une autre difficulté : la contestation d'une partie des enseignants. Des représentants syndicaux qui envisageaient de boycotter la rentrée apparaissent désormais divisés. Certains acceptent la reprise, tandis que d'autres restent réticents.

Même parmi ceux qui envisagent de retourner en classe, les réserves sanitaires ne sont pas totalement levées. Un membre d'une délégation de l'Intersyndicale interrogé par RFI estime que les conditions ne permettent pas encore d'être assuré que les élèves et les enseignants seront suffisamment protégés face à Ebola. La question en Ituri sera donc double : les écoles peuvent-elles effectivement reprendre et, lorsqu'elles rouvrent, les dispositifs sanitaires annoncés sont-ils réellement opérationnels ?

### Le Syeco maintient son appel à la grève

À l'échelle nationale, la tension sociale ne se limite pas à Ebola. Le Syndicat des enseignants du Congo (Syeco), l'un des principaux syndicats d'enseignants du pays, maintient son mot d'ordre de grève et demande aux parents de garder leurs enfants à la maison. Le syndicat réclame notamment une revalorisation du salaire mensuel des enseignants à 500 dollars américains ou son équivalent en

francs congolais. Il exige également la mécanisation et le paiement des enseignants non payés (NP) et de nouvelles unités (NU). Son cahier de revendications comprend également la retraite, la couverture sanitaire, le fonctionnement du système de paie et les conditions de travail et de rémunération des inspecteurs. Le ministère affirme de son côté poursuivre le travail sur « la régularité de la paie, la retraite et la protection sociale ».

Raïssa Malu a par ailleurs reçu l'Intersyndicale des syndicats d'enseignants le 28 août. Selon le ministère, les discussions ont porté notamment sur les nouvelles unités, les non-payés, les projets de statuts particuliers des enseignants et inspecteurs, la retraite, les banques et les opérateurs de paie. À l'issue de cette rencontre, le président national de l'Intersyndicale, Godefroid Matondo, a, selon le ministère, salué les échanges et les éclaircissements obtenus. Ces discussions ne permettent toutefois pas d'établir que le mot d'ordre lancé séparément par le Syeco a été levé. Le principal indicateur mardi sera donc le nombre d'enseignants qui se présenteront effectivement dans leurs établissements et l'étendue géographique du mouvement.

### Dans les territoires AFC/M23, une configuration singulière

La rentrée présente une troisième configuration dans les territoires contrôlés par l'AFC/M23. À Bukavu, lundi 31 août, les autorités du mouvement ont convoqué des responsables scolaires et des enseignants afin de les rassurer et de s'assurer que les cours reprennent bien mardi, selon les informations recueillies par RFI.

Mais le fonctionnement du système scolaire conserve un lien important avec Kinshasa. Les enseignants du primaire et du secondaire continuent d'être rémunérés par le gouvernement central. Cette situation produit une configuration particulière : l'organisation locale de la rentrée se déroule sous l'autorité de fait de l'AFC/M23, tandis qu'une partie essentielle du financement du système éducatif reste assurée par le gouvernement central. Des enseignants ont également demandé davantage de garanties de sécurité. Le contexte demeure celui d'un conflit armé et de territoires dont une partie échappe au contrôle de Kinshasa.

### Le véritable test commence mardi

Le ministère a donc fixé une rentrée nationale au 1er septembre et préparé plusieurs mécanismes d'adaptation. Mais leur efficacité ne pourra être mesurée qu'à partir de leur application. Dans les zones touchées par Ebola, il faudra notamment observer la capacité à passer d'un régime scolaire à l'autre en fonction du niveau de risque et la disponibilité réelle des moyens sanitaires et pédagogiques annoncés. Sur le front social, l'enjeu sera de mesurer le suivi du mot d'ordre du Syeco et les éventuelles différences entre provinces. Enfin, dans les territoires affectés par la guerre, la question sera celle de la continuité effective de l'enseignement et de la sécurité des élèves et des personnels. La rentrée est nationale sur le calendrier. Sur le terrain, ce mardi 1er septembre, ce sont les conditions sanitaires, sociales et sécuritaires propres à chaque région qui détermineront la réalité du retour en classe.

RFI

Mort d'Édouard Balladur

## La classe politique française rend hommage à l'ancien Premier ministre



« *Un serviteur exigeant* » pour la France, « *un grand homme d'État* », « *une référence* » : les réactions se multiplient depuis l'annonce de la mort de l'ancien Premier ministre Édouard Balladur ce 31 août. « *Il est décédé lundi à Paris* », a annoncé sa famille à l'AFP. « Une messe sera donnée dans la stricte intimité familiale », a-t-on ajouté de même source, sans plus de précision.

La classe politique n'a pas tardé à réagir à l'annonce du décès de l'ancien Premier ministre. Il « avait la France au cœur. Il en fut le serviteur exigeant, mesuré, dévoué », a réagi sur X **Emmanuel Macron**. Le Premier ministre Sébastien Lecornu a mis en avant « *l'esprit réformateur* » d'une personnalité qui « *restera une référence pour beaucoup d'hommes et de femmes de sa famille politique* ».

L'ex-président Nicolas Sarkozy a déploré avoir perdu « *un homme qui fut pour moi un exemple, un mentor et un ami* ». « *Je n'aurais pas eu la carrière politique qui fut la mienne sans sa confiance et sans son amitié* », a ajouté l'ancien chef de l'État,

qui fut son jeune ministre du Budget et l'un des piliers de son gouvernement de 1993 à 1995 avant de choisir de le soutenir pendant la campagne présidentielle contre Jacques Chirac. « *Je pleure ce soir la perte de l'un des hommes qui aura le plus compté dans ma vie*. » **Le président du Sénat salue « un grand homme d'État », les socialistes rappellent leurs désaccords** « *Édouard Balladur avait une haute idée de nos institutions et de la responsabilité de ceux qui les servent* », écrit la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, le président (LR) du Sénat Gérard Larcher saluant « *un grand homme d'État* » qui a « *incarné une certaine idée de l'autorité de l'État, de la rigueur budgétaire et de la responsabilité politique* ».

Pour le Parti socialiste, « Édouard Balladur porta une conception libérale de l'économie et conduisit des réformes que la gauche combattait avec détermination », mais ces désaccords « *n'empêchent pas de reconnaître le serviteur de l'État, l'homme de convictions et le républicain qu'il fut* ». « *Il était de ces hommes politiques [...] qui se font une noble idée de la France* », a réagi le patron des Républicains Bruno Retailleau. La candidate du Rassemblement national à la présidentielle, Marine Le Pen, a mis en avant « *au-delà des désaccords politiques* » une personnalité « *qui aura porté avec constance ses convictions et sa conception du service de la République et qui aura toujours su faire preuve d'un respect du débat démocratique* ».

RFI

Niger

## Après la mutinerie à Niamey, les raisons de la colère dans les rangs de l'armée



Au Niger, journée calme ce lundi 31 août à Niamey, après un week-end marqué par des tirs. Ils ont commencé dans la nuit de vendredi à samedi et se sont poursuivis dans la journée de samedi. De violents affrontements ont opposé des soldats mutins, d'un côté, à la garde présidentielle, appuyée par les forces russes de l'Africa Corps, de l'autre. Depuis, aucun bilan officiel n'a été communiqué. Le général Abdourahmane Tiani, à la tête du CNSP, ne s'est pas exprimé publiquement. Les autorités parlent d'un « *mouvement d'humeur* ».

Beaucoup de zones d'ombre persistent, notamment sur les raisons qui ont conduit à ces événements.

« *C'est peut-être la pire crise que le CNSP ait eu à gérer depuis son arrivée au pouvoir il y a trois ans* », commente un observateur. En l'absence de communication sur les revendications des mutins, plusieurs scénarios circulent pour

expliquer leur colère. Parmi eux, celui d'affectations mal acceptées par certains soldats : le fils du général Mody, ministre de la Défense, par exemple, a été envoyé en stage à l'étranger plutôt que de rejoindre une zone très exposée.

Plus généralement, plusieurs sources évoquent un ras-le-bol dans les rangs de militaires engagés dans la lutte contre les groupes jihadistes, qui manquent parfois d'appui aérien et d'équipements adéquats et subissent d'importantes pertes.

De l'avis de plusieurs observateurs, les affrontements de samedi témoignent en tout cas de fortes tensions entre la garde présidentielle et le reste de l'armée nigérienne.

Dimanche, souligne l'un d'eux, « *une cérémonie d'hommage a été organisée pour trois membres de la garde présidentielle, quand des militaires meurent au front sans bénéficier des honneurs* ».

Un analyste craint désormais l'émergence d'autres mouvements de colère au sein de l'armée, d'autant que l'intervention des forces russes de l'**Africa Corps** contre des soldats nigériens a, pour certains militaires, du mal à passer.

RFI

*Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu*